

4 juin 2008 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

## Entretien de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, dans le quotidien grec "Kathimerini" du 4 juin 2008, notamment sur les relations franco-grecques, l'Union pour la Méditerranée et sur les priorités de la présidence française de l'Union européenne.

Q - Comment voyez-vous le rôle de la Grèce dans les Balkans ?

R - Les Balkans sont une région dont la stabilité est essentielle pour tous les Européens. La Grèce y est une puissance régionale, à la fois politique et économique. Son engagement y est donc indispensable pour notre réussite commune. C'est bien parce que nous voulons cette stabilité que nous sommes engagés ensemble, Grecs et Français, dans la KFOR au Kosovo et que nous le serons demain dans la mission EULEX.

La meilleure façon de consolider la paix dans les Balkans occidentaux, c'est de leur offrir une véritable perspective européenne, crédible et sincère. C'est en particulier vrai pour la Serbie. Sur ce sujet aussi, l'implication de la Grèce sera déterminante, parce que sa voix est écoutée dans la région.

Q - Pourquoi avez-vous soutenu la Grèce sur la question de l'ARYM au Sommet de l'OTAN ?

R - S'agissant du nom de l'ARYM, la France est et restera solidaire de la Grèce. J'ai soutenu la position grecque au dernier sommet de l'OTAN parce que je pense que, dans une alliance, les relations doivent reposer sur la confiance et parce que la position grecque est responsable et ouverte au dialogue. Je souhaite que les discussions avancent sur cette question. C'est essentiel parce que cela permettra l'intégration de Skopje dans l'OTAN et dans l'Union européenne. C'est notre vœu à tous.

Q - Quelle est votre vision des relations bilatérales entre la France et la Grèce ? Constantin Caramanlis avait forgé un lien personnel avec Valéry Giscard d'Estaing, une amitié similaire était née entre Andreas Papandreou et François Mitterrand. Comment décririez-vous votre relation personnelle avec le Premier ministre Caramanlis ?

R - J'ai beaucoup d'estime et de respect pour Costas Caramanlis en tant que dirigeant politique, parce qu'il a toutes les qualités d'un homme d'Etat. Pour moi, Costas Caramanlis est plus qu'un partenaire, c'est un ami. Nous partageons une même vision de l'engagement politique, un même goût de l'action et surtout, une même volonté de transformer nos pays, de les moderniser. Et nous avons tous deux, je crois, la volonté de donner à la relation entre la Grèce et la France un nouvel élan. Cette relation est ancrée dans l'histoire. Elle repose sur une affinité très profonde entre Français et Grecs : nous sommes très proches sur quasiment tous les sujets, notamment tout ce qui concerne l'Europe. Et je compte bien travailler étroitement avec la Grèce durant la présidence française qui commence le 1er juillet.

En matière économique, la France est, depuis 2006, le pays qui a le plus investi en Grèce, dans de nombreux secteurs, de la banque à la grande distribution, des ciments aux assurances et aux autoroutes. Les entreprises françaises sont ainsi devenues le premier employeur étranger ici. Et puis il y a entre nous une vraie proximité culturelle, qui est au cœur de la dynamique franco-grecque. Si Costa-Gavras a construit son œuvre cinématographique entre nos deux pays, si

Vassilis Alexakis, lauréat du dernier grand prix du roman de l'Académie française, a choisi d'écrire en français, c'est grâce à ce lien très fort, illustré par les 300.000 Grecs qui apprennent aujourd'hui notre langue.

La relation entre nos deux pays est déjà très riche, mais je suis convaincu que nous pouvons aller plus loin, que nous pouvons lui donner une dynamique encore plus forte. C'est l'un des buts de ma visite à Athènes. Par exemple, la France et la Grèce peuvent faire davantage ensemble en Europe mais aussi dans le domaine économique, en matière de coopération universitaire, sur les dossiers de politique étrangère et de sécurité. Vous le voyez, j'ai une grande ambition pour l'alliance franco-grecque.

Q - Comme les réserves d'énergie s'amointrissent et que leurs prix augmentent, il y a un scepticisme de se reposer sur un seul pays. Certains pays prônent les bénéfices de l'énergie nucléaire. Quel est votre point de vue étant donné que la France obtient 80 % de son énergie grâce à l'énergie nucléaire ?

R - La question de l'énergie est cruciale pour l'Europe. Elle demande une approche et une réponse globale. Il faut effectivement veiller à diversifier nos sources d'approvisionnement. Nous devons avoir un bouquet de ressources énergétiques qui garantisse à la fois la sécurité de nos approvisionnements, un coût supportable pour les consommateurs, et qui soit conforme à notre préoccupation croissante pour l'environnement dans le cadre du développement durable. La question de l'indépendance énergétique de l'Europe est donc aussi aujourd'hui celle de la diversification des sources d'énergie elles-mêmes.

Dans ce contexte, à côté des hydrocarbures et des énergies renouvelables, l'énergie nucléaire est, pour nous, un des éléments de la réponse. Cette énergie n'est pas affectée par les aléas des prix du pétrole. Elle contribue à la lutte contre le réchauffement climatique, car elle ne produit pas de CO2. Et les techniques ont évolué. On sait par exemple construire des réacteurs résistants aux séismes, comme c'est le cas au Japon par exemple.

Cela dit, il appartient à chaque pays de choisir son énergie et je me garderai bien de m'immiscer dans le débat grec !

Q - Est-ce que l'élection du président Christofias a changé la situation à Chypre ?

R - La France est l'amie de Chypre et nous soutenons les efforts engagés par le président Christophias pour avancer sur le chemin de la réconciliation. Aujourd'hui, un nouvel espoir est né grâce à la reprise des discussions entre les deux parties chypriotes, au sein des nouveaux groupes de travail et comités.

Les dirigeants chypriotes ont pris dans ce cadre des engagements courageux que je salue, et je les encourage à poursuivre leurs efforts, avec la plus grande détermination, et un seul objectif : le bien-être de leurs communautés, dans une Chypre équitablement réunifiée, dans un Etat bizonal et bi-communautaire. Il faut maintenant que les discussions engagées aboutissent, parce que c'est ce que souhaitent les habitants de l'île.

Q - Est-ce que la France, en tant que membre permanent du Conseil de sécurité des Nations unies, va soutenir un nouvel effort qui ne sera pas basé sur le plan Annan ?

R - La France, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies comme dans le cadre de sa présidence, fera son possible pour aider les parties à trouver un règlement.

Q - Quel est le but de l'Union pour la Méditerranée ?

R - L'Union pour la Méditerranée que nous allons lancer le 13 juillet à Paris est, dans mon esprit, une entreprise indispensable pour assurer l'avenir de nos pays. Les destins des pays du Nord et du Sud de la Méditerranée sont liés. C'est pourquoi nous devons construire ensemble notre avenir. Offrir des perspectives durables de croissance à nos voisins du sud, c'est la meilleure garantie de leur stabilité et donc de notre propre sécurité. Nulle part ailleurs dans le monde, on n'observe un tel écart de richesse entre une région développée et son voisinage qu'entre les deux rives de cette mer qui est pourtant le berceau de notre civilisation. Cette situation n'est pas tenable à long terme.

Le projet d'Union pour la Méditerranée, vise à réunir les vingt-sept Etats de l'Union européenne et les Etats riverains de la Méditerranée dans un esprit de partenariat. L'idée, c'est d'appliquer à la Méditerranée la méthode de Jean Monnet, celle des solidarités européennes. C'est en faisant

la Méditerranée la méthode de Jean Monnet : celle des solidarités concrètes. C'est en faisant travailler ensemble les pays sur des projets très concrets, touchant directement les citoyens, que l'on pourra rapprocher les peuples de la région.

Un travail préparatoire important a déjà été fait par la Commission européenne et par plusieurs Etats. Depuis le début, la Grèce nous aide à porter ce projet. Son soutien a été décisif et je l'en remercie.

Quels peuvent être ces projets concrets ? Il faut en discuter entre tous les partenaires, mais, déjà, quelques thèmes se dégagent : dépolluer la Méditerranée, y développer des autoroutes maritimes et les énergies renouvelables, mieux coopérer pour lutter contre les catastrophes naturelles... Il faut avancer sans a priori.

Q - Et quel rôle y jouerait la Turquie ?

R - Quant à la Turquie, c'est un grand pays méditerranéen et un acteur majeur de la région. C'est un carrefour géographique au cœur de la Méditerranée, mais c'est aussi un pont entre les pays de la région. Si elle le veut, la Turquie peut jouer un rôle décisif dans le projet d'Union pour la Méditerranée et je souhaite pour ma part qu'elle en devienne un acteur important.

Q - Quelles seront les grandes priorités de la Présidence française de l'Union européenne ?

R - Nous nous sommes fixés quatre grandes priorités pour cette Présidence française de l'Union. L'immigration : alors que la question de l'immigration irrégulière se pose chaque jour plus nettement, en particulier aux frontières grecques, les politiques nationales ne suffisent plus. Nous devons apporter une réponse collective à un problème qui nous touche tous. C'est l'objectif du pacte européen sur l'asile et l'immigration que j'ai proposé, et qui, je le crois, reçoit un plein soutien de votre pays. L'idée, c'est qu'ensemble, avec tous les partenaires européens, nous définissions, en matière d'immigration, des principes communs et des disciplines communes. La Présidence française souhaitera également avancer sur le changement climatique et l'énergie, car l'Europe se doit d'être à l'avant-garde dans la lutte contre le réchauffement de la planète. Nous ferons le maximum pour porter le point possible la proposition ambitieuse de la Commission : c'est essentiel si l'on veut que l'Europe soit prête pour le grand rendez-vous international de l'après Protocole de Kyoto, en 2009.

Il faudra aussi nous atteler à la modernisation de la Politique agricole commune, qui doit évoluer pour faire face aux défis de la sécurité alimentaire et de la hausse durable des prix des aliments, sans pour autant sacrifier inconsidérément nos agriculteurs et nos productions.

Enfin, je souhaite que nous avancions sur la défense européenne : l'Union doit être capable d'assumer ses responsabilités pour sa propre sécurité et celle du monde. Il ne s'agit pas en la matière de faire concurrence à l'OTAN, cela n'aurait pas de sens. L'Europe de la défense et l'Alliance atlantique ne sont pas contradictoires, au contraire elles sont complémentaires. Cette complémentarité, nous devons justement la développer. La Grèce a un rôle important à jouer sur ce sujet et nous avons une grande communauté de vues sur ce sujet essentiel.